

Élections législatives aux Pays-Bas

9 juin 2010

ANALYSE

un mois avant
le scrutin

Le 20 février dernier, pour la première fois dans le monde, un gouvernement est tombé sur la question de l'Afghanistan. « *Quand il n'y a pas de confiance, il est difficile de travailler ensemble. Ce cabinet ne peut aller plus loin* » a affirmé le Premier ministre néerlandais, Jan Peter Balkenende (Appel chrétien-démocrate, CDA) avant de présenter la démission de sa coalition gouvernementale. Le Chef du gouvernement avait accepté le maintien des 1 950 soldats déployés dans le cadre de la force d'assistance internationale à la sécurité (ISAF) de l'OTAN (forte au total d'environ 85 000 soldats) en Afghanistan jusqu'à l'été 2011 après que, le 4 février, l'OTAN avait demandé aux Pays-Bas d'examiner les possibilités et l'opportunité d'une présence prolongée d'un an du contingent néerlandais sous la forme d'une mission de plus petite taille chargée de former les forces afghanes. Le Parti du travail (PvdA), partenaire du CDA au sein du gouvernement, était opposé à ce maintien et refusait de revenir sur le calendrier voté en 2007 qui fixait à 2010 la fin de la mission. « *Nous avons promis aux électeurs il y a 2 ans que le dernier soldat néerlandais aurait quitté l'Uruzgan à la fin de cette année. Nous devons tenir cette promesse* » a affirmé le leader travailliste de l'époque, Wouter Bos. Seize heures de négociation n'ont pas suffi à faire revenir le PvdA sur sa position. Jan Peter Balkenende a donc été contraint de présenter sa démission à la reine Beatrix qui a annoncé que des élections législatives anticipées auraient lieu le 9 juin prochain.

Le scrutin aurait dû se tenir au printemps 2011. Sur les 4 gouvernements qu'a dirigés Jan Peter Balkenende depuis 2002, 3 sont tombés avant la fin prévue de leur mandat (le 4^e ayant été un gouvernement intérimaire).

« *C'est une bonne chose pour les Pays-Bas que ce gouvernement soit tombé* » a déclaré le leader du Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD), Mark Rutte, ajoutant « *Jusqu'à quel point peut-on s'abaisser pour faire campagne sur le dos de nos militaires en Afghanistan comme l'a fait Wouter Bos ? Comment Maxime Verhagen (ministre des Affaires étrangères, CDA) a-t-il pu permettre qu'on tourne les Pays-Bas en ridicule sur la scène internationale ?* ». « *L'indécision et l'immobilisme ont gouverné le pays pendant 3 ans, toutes les questions importantes ont été remises à plus tard, les Pays-Bas ont perdu 3 ans par manque d'ambition* » a indiqué Alexander Pechtold, leader des Démocrates 66 (D66). Agnes Kant, à l'époque présidente du Parti socialiste (SP), a affirmé : « *Je suis contente que la parole soit main-*

tenant donnée aux électeurs car des choix difficiles nous attendent ». « *Ce gouvernement, le pire qui ait jamais existé, ne méritait pas de gouverner un jour de plus. Nous pouvons hisser le drapeau* » a déclaré Geert Wilders (Parti de la liberté, PVV) après la chute de la coalition. « *Si la chute du gouvernement devait profiter à quelqu'un, ce serait probablement davantage à l'opposition qu'aux partis du pouvoir* » a souligné le politologue de l'université de Twente, Kees Aarts, ajoutant « *le CDA et le PvdA n'ont en effet pas fait preuve d'une capacité de leadership impressionnante au cours des dernières semaines* ».

Le système politique néerlandais

Les États généraux, nom du Parlement des Pays-Bas, possèdent deux Chambres.

La Première Chambre (Eerste Kamer), le Sénat, possède 75 membres, élus tous les 4 ans au suffrage indirect par les membres des 12 États provinciaux du royaume. La Deuxième Chambre (Tweede Kamer), la Chambre des États généraux, compte 150 députés élus tous les 4 ans au sein de 19 circonscriptions au suffrage universel direct à la proportionnelle intégrale, un mode de scrutin qui favorise l'existence et la représentation d'un grand nombre de partis politiques.

Tout parti souhaitant présenter des candidats aux élections législatives doit recueillir au minimum 30 déclarations de soutien dans chacune des 19 circonscriptions du royaume, soit au total 570 signatures.

L'actuelle Chambre des États généraux comprend 10 partis politiques :

- L'Appel chrétien-démocrate (CDA), parti de centre-droit du Premier ministre sortant, Jan Peter Balkenende, né en 1980 de la fusion de trois formations : le Parti populaire catholique (KVP), le Parti antirévolutionnaire (ARP) et l'Union chrétienne historique (CHU), compte 41 députés ;
- Le Parti du travail (PvdA), fondé en 1946 et issu du mouvement syndical, est la principale formation d'opposition. Dirigé par Job Cohen, il possède 33 sièges ;
- Le Parti socialiste (SP), parti d'extrême gauche dirigé par Emile Roemer, compte 25 élus ;
- Le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD), créé en 1948 et se réclamant de Johan Rudolf Thorbecke (1798-1872), le père de la révision constitutionnelle de 1848, est dirigé par Mark Rutte et possède 22 sièges ;
- Le Parti de la liberté (PVV), formation d'extrême droite créée en 2002 par Geert Wilders qui a en quelque sorte succédé à la Liste Pim Fortuyn (LPF) dont le fondateur a été assassiné le 6 mai 2002, compte 9 députés ;
- La Gauche verte (GL), parti écologiste de gauche dirigé par Femke Halsema et fondé en 1989 à la suite de la fusion de quatre formations positionnées à gauche, possède 7 sièges ;
- L'Union chrétienne (CU), formation née en janvier 2000 de la fusion de la Fédération politique réformée (RPF) et de l'Alliance politique réformée (GPV) et dirigée par André Rouvoet, compte 6 députés ;
- Les Démocrates 66 (D66) regroupe les libéraux réformateurs de centre gauche. Dirigée depuis 2005 par

Alexander Pechtold, la formation possède 3 sièges ;

- Le Parti politique réformé (SGP), fondé en 1918 et dirigé par Kees van der Staaij, regroupe l'électorat protestant orthodoxe (calvinistes de stricte obédience) et compte 2 députés ;
- Le Parti des animaux (PvdD), fondé en 2002, dirigé par Marianne Thieme et dédié au bien-être animal et aux droits des animaux, possède 2 sièges.

La campagne des partis de la coalition gouvernementale

« *Le CDA est un parti compétent mais les gens ne le voient plus comme tel à cause de Jan Peter Balkenende* » analyse le politologue André Krouwel. Le Premier ministre sortant, au pouvoir depuis 2002, est considéré comme un handicap pour son parti. Au sein du CDA, de nombreuses voix s'élèvent pour que la liste chrétienne-démocrate aux élections législatives soit conduite par une autre personne. Le « *bonus du Premier ministre* » qui veut qu'aux Pays-Bas, les Chefs de gouvernement sortants remportent systématiquement le scrutin législatif auquel ils se présentent pourrait se voir démenti.

« *Nous sommes un acteur particulièrement pertinent dans le monde. Quand on regarde les statistiques nationales, il se dégage une image fantastique* » a souligné le Premier ministre. Le CDA est parti en campagne sous le slogan « *Dynamique et ensemble* ». Il propose de regrouper les ministères de l'Intérieur et la Justice, de faire passer la peine maximale des condamnations à l'enfermement à vie de 30 à 40 ans. Il se prononce en faveur d'une libéralisation rapide du secteur de la santé et souhaite maintenir la déductibilité fiscale des intérêts sur les prêts immobiliers pour ne pas alourdir les charges pesant sur les propriétaires ou perturber le marché immobilier. Le VVD et le PVV partagent la position du CDA sur ce sujet.

L'Union chrétienne (CU) promet de recruter 10 000 agents de police et personnels sociaux et 5 000 enseignants. La formation confessionnelle souhaite également supprimer la « *prime cuisine* », nom d'un bonus fiscal accordé aux ménages dont l'un des membres ne travaille pas, et exclure un certain montant du revenu de l'imposition de tous les ménages.

La campagne du parti qui s'est retiré de la coalition

Le PvdA, qui a quitté la coalition gouvernementale, a changé de leader, Wouter Bos, qui a dit vouloir se consacrer davantage à sa famille, a laissé sa place le 12 mars, soit une semaine après les élections locales, à Job Cohen à la tête du parti. Agé de 63 ans, ce dernier est le maire de la capitale, Amsterdam, depuis 2001. Il a financé des associations musulmanes et engagé le chantier de la Westermosk, grande mosquée dirigée par Milli gorus, organisation turque interdite en Allemagne, qui sera le plus haut édifice de la ville. Le maire aime également à rappeler qu'il a fait d'Amsterdam une ville plus sûre en y installant des caméras vidéo. Ce dernier, qui a déjà été tête de liste de son parti lors des élections législatives du 22 janvier 2003 contre Jan Peter Balkenende, conduira donc le PvdA le 9 juin prochain.

Avec pour slogan « *Voici les Pays-Bas* », le PvdA s'est engagé en faveur de réformes impopulaires comme le recul de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans d'ici une quinzaine d'années (66 ans en 2020 et 67 ans en 2025), de coupes budgétaires (il veut économiser au minimum 10 milliards € d'ici 5 ans). Il souhaite également imposer à 60% les revenus dépassant les 150 000 € annuels, remplacer les bourses d'études décernées aux étudiants par un système d'emprunts et réduire de 30% la déductibilité fiscale des intérêts sur les prêts immobiliers à partir de 2014. Le PvdA a promis de ne pas modifier le montant ou la durée de l'indemnité chômage.

« *Ce grand donneur d'accolades multiculturelles est la dernière chose dont le pays a besoin* » a déclaré Geert Wilders lors de la désignation de Job Cohen à la tête du Parti du travail. « *Si Job Cohen faisait au niveau national ce qu'il a fait à Amsterdam, cela serait une catastrophe majeure. Comme Premier ministre, il ouvrirait les portes à l'islam radical* » a-t-il ajouté. Au niveau politique, le PvdA a exclu toute coalition avec le PVV. « *L'intégration des immigrés pourrait peut-être se faire plus facilement par le biais de leur religion. C'est leur seul point d'ancrage lorsqu'ils arrivent dans la société néerlandaise* » a déclaré Job Cohen. « *Ce que je comprends, c'est que les gens en ont assez de l'exclu-*

sion de groupes de population et qu'ils pensent que je pourrai un peu calmer le jeu » a-t-il ajouté, précisant « *J'ai une image soft mais je sais être dur. Tendre la main quand c'est possible, avoir une main de fer quand c'est nécessaire* »

La menace Geert Wilders

Geert Wilders et le parti de la liberté (PVV) apparaissent comme les principaux bénéficiaires de la crise gouvernementale et menacent les deux « *grands* » partis que sont le CDA et le PvdA. Le PVV se veut progressiste et laïc, favorable à l'égalité hommes/femmes et défenseur des homosexuels. Sa critique de l'islam se fait au nom des valeurs d'égalité et du féminisme et le parti refuse d'être qualifié de populiste ou d'islamophobe. « *Je veux défendre la liberté, c'est vraiment une mission et je la paie personnellement au prix fort. Ça fait des années que c'est tout sauf agréable* » souligne Geert Wilders qui vit depuis plusieurs années sous protection policière compte tenu des menaces pesant sur sa vie.

Défenseur de la liberté d'expression, Geert Wilders revendique le droit de critiquer les religions. Cependant, il réduit l'islam à ses aspects le plus violents, notamment à la façon dont certains intégristes traitent les femmes. Son discours, particulièrement porteur dans une société qui traverse une crise identitaire profonde depuis près de 10 ans, jette le trouble au sein de l'électorat attirant, par exemple, certains protestants orthodoxes effrayés par l'islam.

Le PVV veut faire cesser toute immigration venue des pays musulmans, renvoyer dans leur pays d'origine tous les étrangers sans emploi, retirer leur passeport néerlandais aux récidivistes possédant une double nationalité et lutter contre ce qu'il qualifie « *d'islamisation* » des Pays-Bas en imposant une pléiade de mesures aux musulmans vivant dans le pays : refus de construction de nouvelles mosquées, amende de 1 000 € aux femmes voilées, interdiction du Coran que Geert Wilders qualifie de livre « *fasciste* », etc. « *Nous osons nous attaquer à des sujets sensibles comme l'islamisation et nous utilisons des mots normaux et clairs que l'électeur qui lit le journal peut comprendre* » indique Geert Wilders. Comme tout parti populiste, le PVV se bat contre les élites dont il dénonce la corruption et

magnifie le peuple qu'il serait le seul à défendre et auquel il veut redonner le pouvoir. « *Nous allons arracher les Néerlandais à l'élite de gauche qui protège les criminels et qui soutient l'islamisation de notre pays. Ces élites de gauche croient dans le multiculturalisme, dans un super-État européen et dans des impôts élevés mais le reste des Pays-Bas pense différemment et cette majorité silencieuse a maintenant une voix* » a souligné Geert Wilders qui accuse le PvdA de « *ne pas parler le langage de l'homme de la rue mais l'arabe* ».

Le PVV est devenu, lors des élections européennes des 4-7 juin 2009, le 2^e parti politique du royaume en recueillant 16,97% des suffrages (le CDA du Premier ministre Balkenende a obtenu 20,05% des voix). Il avait mené une campagne contre l'Union européenne (« *Moins d'Europe, plus de Pays-Bas et jamais de Turquie* ») et l'islamisation de la société néerlandaise. Favorable à la suppression du Parlement européen, il demandait l'exclusion de la Roumanie et de la Bulgarie de l'Union et la limitation de l'exécutif européen à un seul poste de Commissaire, les Vingt-sept ne devant s'occuper, selon le parti, uniquement de la monnaie unique et de coopération économique.

Des élections municipales en forme de primaires ?

Le 3 mars dernier, les Néerlandais ont renouvelé les 8 700 représentants de leurs 394 municipalités. Le scrutin municipal porte habituellement aux Pays-Bas sur des sujets très locaux mais, cette année, les responsables nationaux se sont fortement impliqués dans la campagne électorale en raison de la proximité des élections législatives du 9 juin. L'immigration, la sécurité et la guerre en Afghanistan ont constitué des thèmes centraux. « *Les élections locales sont devenues de vraies primaires en vue des élections nationales, c'est en tout cas ainsi que les partis nationaux les ont perçues* » a indiqué André Krouwel, politologue à l'université Vrije d'Amsterdam.

Les candidats indépendants ont recueilli 28% des suffrages à ce scrutin. Le PvdA est arrivé en tête avec 15,6% des suffrages et semble avoir bénéficié de sa position sur le conflit en Afghanistan. « *On nous disait morts et enterrés mais avec notre sens du combat, notre humilité et nos idéaux, nous sommes de retour* »

a déclaré son leader d'alors, Wouter Bos. Le PvdA a devancé le CDA qui a obtenu 14,9% des voix (le PVV a grignoté l'électorat du CDA dans ses bastions du Limbourg et du Brabant), le VVD (15,5%), les D66 (8%), la Gauche verte (6,5%), le Parti socialiste (en recul à 4,1%) et l'Union chrétienne (3,8%). Cette dernière formation est la seule de la coalition gouvernementale à progresser.

La participation à ces élections municipales a été la plus faible de l'histoire du pays et s'est élevée à 53,3% (-2, 2 points par rapport au précédent scrutin du même type du 7 mars 2006).

Le PVV participait pour la première fois à des élections locales et a recueilli 0,8% des suffrages au niveau national. Un résultat peu significatif car, comme le Parti national britannique (BNP), le PVV avait fait le choix de présenter des candidats dans seulement deux villes du royaume, Almere et La Haye. « *Nous avons choisi ces deux municipalités car nous savons que nous y avons de bons candidats* » a indiqué Geert Wilders. « *Geert Wilders a choisi avec beaucoup de soin ces deux villes. Il y avait de bons candidats et des députés qui figurent parmi ses proches* » souligne Kees Arts, politologue de l'université de Twente. Le PVV est arrivé en 2^e position dans la capitale administrative du pays, La Haye. Emmené par Sietse Fritsma, il a recueilli 8 sièges, juste derrière le PvdA qui en a obtenu 10. A Almere, 6^e ville du pays, située à 30 km à l'est d'Amsterdam et peuplée de 187 000 habitants, le PVV emmenée par Raymond de Roon a recueilli 21,6% des suffrages et remporté 9 des 39 sièges de la ville. Il devance le PvdA qui a obtenu 17,6% des voix et 7 sièges. Le PVV prônait une politique sécuritaire avec la mise en place de commandos citoyens, une baisse des taxes locales et la réduction de 10% du nombre des fonctionnaires locaux. « *Le vote traduit un fort mécontentement dans l'électorat, Geert Wilders va certainement utiliser ces résultats comme un tremplin pour les élections nationales* » analyse Kees Arts, ajoutant « *Il ne faut cependant pas trop tirer de leçons des élections municipales. En 2006, les Travailleurs avaient recueilli de très bons résultats aux municipales mais réalisé une faible performance aux législatives* ». « *Ce qui est possible à La Haye et à Almere est possible dans tout le pays. C'est*

un tremplin pour notre victoire » a déclaré le leader du PVV à l'annonce des résultats.

Pour les élections législatives, le PVV fait campagne sur la sécurité et la lutte contre l'immigration et ce qu'il qualifie « d'islamisation » des Pays-Bas. Le parti veut dégager un milliard € pour améliorer la sécurité des Néerlandais et recruter 10 000 agents de police supplémentaires. Il s'est également engagé à augmenter les sentences minimales appliquées en cas de crime et à expulser les criminels étrangers. « Nous sommes prêts à conclure des accords sur tout sauf sur un point : on ne touchera pas à la retraite de base par répartition (AOW) » a indiqué Geert Wilders. Un sujet qui fait pourtant consensus au sein de la classe politique néerlandaise, le PVV étant la seule formation à s'opposer à l'allongement des années de travail nécessaires pour toucher une retraite complète.

Les autres partis

Le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) veut réduire les dépenses de l'État de 30 milliards €. Il entend lutter contre les gaspillages et limiter les coûts administratifs. Il souhaite également faire diminuer la contribution des Pays-Bas à l'Union européenne. Le VVD s'appuie sur un programme de réductions des charges sociales et des impôts. « Les gens savent mieux que le gouvernement comment dépenser l'argent » affirme leur leader, Mark Rutte. Celui-ci, qui considère les élections législatives du 9 juin prochain comme « les plus importantes d'une génération », est très critique envers le CDA. Alors qu'il a Jan Peter Balkenende de « manquer de colonne vertébrale » et lui a reproché « d'avoir appliqué pendant trois ans le programme du PvdA », Mark Rutte a néanmoins affirmé souhaiter coopérer à l'avenir avec le CDA. « Le VVD est prêt à déblayer les décombres. C'est ce que les gens attendent de nous » a-t-il souligné.

Les Démocrates 66 (D66) sont également favorables au recul de l'âge de la retraite qu'ils veulent porter à 67 ans en 2024. Le D66 s'est prononcé pour la limitation progressive de la déductibilité fiscale des intérêts sur les prêts immobiliers et la suppression à terme de l'impôt sur les transferts de propriété. Il prévoit de réaliser 15 milliards € d'économies et d'investir 2,5 milliards € dans

l'éducation. Au niveau institutionnel, le parti souhaite obtenir la suppression de la Première Chambre des États généraux qu'il qualifie de « relique du XIXe siècle ».

« Le néolibéralisme a plongé les Pays-Bas dans une pagaille économique, sociale et politique. Le CDA et le VVD mais aussi le PvdA sont responsables de l'état actuel du pays » a déclaré Emile Roemer, qui a succédé à Agnes Kant à la tête du Parti socialiste (SP). Le SP se présente avec le slogan « Pour un grand nettoyage » et un programme intitulé « De meilleurs Pays-Bas avec moins d'argent dépensé ». Le parti d'extrême gauche veut économiser 14 milliards € sur les dépenses publiques, notamment en effectuant des coupes dans le budget de la défense et en prélevant 6 milliards € d'impôts supplémentaires, et s'engage à réduire le déficit budgétaire de 10 milliards €. « Nous sommes socialistes mais également réalistes » précise Emile Roemer qui prévoit de dépenser 10 milliards € supplémentaires en lançant une « reconstruction sociale ». Le SP souhaiterait également que les allocations sociales (famille et maladie) soient indexées sur le revenu et demande que l'obtention d'un permis de travail soit rendue obligatoire pour les personnes venues des États d'Europe centrale et orientale.

La Gauche verte (GL) promet de ramener le déficit budgétaire à 1% du PIB en 2015. Le parti s'engage à réaliser 16 milliards € d'économies et 7 milliards € d'investissements (dont 2,5 milliards pour le secteur de l'éducation). La GL propose de ramener l'âge de la retraite à 67 ans pour toutes les personnes nées après 1971 et d'augmenter l'indemnité chômage versée par l'État qu'elle souhaite limiter à une seule année. Enfin, le parti veut supprimer la Première Chambre des États généraux et réduire d'un tiers le nombre des élus de la Deuxième Chambre pour les porter à 100.

Sous le slogan « Confiance et application des lois », le parti TON (Trots op Nederland) compte bien faire sa place et exister sur un échiquier politique néerlandais relativement encombré sur son extrême droite. Le TON a été créé en avril 2008 par l'ancienne ministre de l'Intégration et de l'Immigration (2003-2007), Rita Verdonk, ex-membre du VVD dont elle a été expulsée en octobre 2007 et surnommée la Dame de fer. Lors de son mandat de ministre, celle-ci a été fortement criti-

quée par les partis de l'opposition et les organisations de défense des droits de l'Homme pour sa politique dure envers les immigrés et les demandeurs d'asile. « L'État est trop coûteux, pas assez modeste ni assez neutre » a déclaré Rita Verdonk qui propose de mettre fin à cette situation en deux législatures, soit 8 ans. L'ancienne ministre propose de faire des coupes dans les services publics, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation, pour dégager 6,2 milliards € d'économies en 4 ans. Le TON se bat également pour la création d'un ministère de la Sécurité, la réduction du nombre de membres de la Chambre des États généraux de 150 à 75, l'élection des maires et du Premier ministre au suffrage universel direct.

Le Parti politique réformé (SGP) veut réduire les contributions des Pays-Bas à l'Union européenne et le budget de la fonction publique pour économiser 18 milliards €. La formation confessionnelle souhaite investir 3,6 milliards € dans l'éducation de l'innovation. En avril dernier, la Cour de cassation a ordonné à l'État de s'assurer que le SGP permettait bien aux femmes d'être candidates aux élections législatives. En effet, le parti accepte depuis peu la présence de femmes parmi

ses membres (le tribunal de La Haye avait, en 2005, demandé à l'État de cesser de subventionner le SGP tant qu'il refusait d'accueillir des femmes en son sein). Aucune candidate ne figure parmi les 30 personnes inscrites sur la liste du SGP.

Le Parti des animaux (PvdD) entend supprimer le ministère de l'Agriculture et confier ses missions au VROM qui regroupe le Logement, l'Aménagement du territoire et l'Environnement. Le PvdD a également exprimé le souhait de réduire de 20% le budget de la défense et de reculer l'âge de la retraite pour le faire passer à 67 ans mais pas avant 2044.

Outre les défenseurs des animaux, ceux des plantes, regroupés dans le Parti des plantes (PvdP) emmené par l'ancien directeur de l'Herbarium national, Pieter Baas, seront également présents lors du scrutin législatif du 9 juin. La lutte contre le réchauffement climatique, la protection d'une croissance durable et la préservation de la biodiversité constituent des thèmes centraux du programme du PvdP.

Rappel des résultats des élections législatives du 22 novembre 2006 aux Pays-Bas

Participation : 80,40%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Nombre de sièges
Appel chrétien-démocrate (CDA)	2 608 573	41
Parti du travail (PvdA)	2 085 077	33
Parti socialiste (SP)	1 630 803	25
Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD)	1 443 312	22
Parti de la liberté (PVV)	579 490	9
Gauche verte (GL)	453 054	7
Union chrétienne (CU)	390 969	6
Démocrates 66 (D66)	193 232	3
Parti des animaux (PvdD)	179 988	2
Parti politique réformé (SGP)	153 266	2
Autres	100 919	0

Source : <http://www.nlverkiezingen.com/TK2006.html>

Le « *Parti pirate* » et le « Parti pour rien » participeront également au scrutin.

La dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Maurice de Hond et publiée le 6 mai crédite le PvdA et le VVD de 33 sièges chacun dans la Première Chambre. Le CDA du Premier ministre sortant Jan Peter Balkenende recueillerait 27 sièges, suivi par le PVV (17 sièges), les Démocrates 66 (11 sièges), le Parti socialiste et la Gauche verte (10 sièges chacun) et l'Union chrétienne (6 sièges). Le SGP obtiendrait 2 sièges et PvdD 1. Enfin, le TON de Rita Verdonk, ne serait pas en mesure d'entrer au Parlement.

L'émiettement du paysage politique rend obligatoire aux Pays-Bas la formation de coalition regroupant 3 ou 4 partis politiques. Les partis de gouvernement pourraient, à l'issue du scrutin, choisir de former un cordon sanitaire autour du PVV et le tenir à l'écart de toute coalition gouvernementale ; une nouvelle coalition rassemblant le CDA et le PvdA paraît toutefois exclue. Cependant, si le PVV réalisait un résultat élevé le 9 juin prochain, la tradition démocratique néerlandaise voudrait que celui-ci entre au gouvernement.

Le 20 février dernier, le gouvernement néerlandais chutait sur les problèmes posés par une mission de paix en Afghanistan. Les Pays-Bas ont déjà vécu une situation similaire le 16 avril 2002 lorsque le gouvernement de Wim Kok (Parti travailliste, PvdA) a démissionné après la publication du rapport officiel de l'Institut néerlandais de documentation critiquant les actions de l'armée néerlandaise lors de la chute de l'enclave de Srebrenica en juillet 1995 et admettant « *la co-responsabilité politique des Pays-Bas* » dans le massacre des populations civiles. 8 ans plus tard, l'Afghanistan est à l'origine de la crise politique, 21 soldats (dont le propre fils du chef d'état major, le général Peter van Uhm) y ont été tués depuis août 2006.

J-7
7 jours avant
le scrutin

Le gouvernement dirigé par le Premier ministre Jan Peter Balkenende (Appel chrétien-démocrate, CDA) est donc tombé après le départ du PvdA. Celui-ci s'opposait à la décision du Premier ministre de maintenir les 1 950 soldats néerlandais déployés dans le cadre de la force d'assistance internationale à la sécurité (ISAF) de l'OTAN (forte au total d'environ 85 000 soldats) en Afghanistan jusqu'à l'été 2011. Cette prorogation du mandat du contingent néerlandais avait été demandée le 4 février dernier aux autorités néerlandaises par l'OTAN qui souhaitait que les soldats du royaume forment les forces afghanes.

Environ 500 000 Néerlandais résidant à l'étranger sont autorisés à voter pour ces élections législatives, par courrier ou par procuration. Lors du dernier scrutin législatif du 22 novembre 2006, 26 000 d'entre eux avaient rempli leur devoir citoyen.

L'ensemble des partis politiques néerlandais sont favorables à des coupes dans les dépenses publiques,

indispensables pour réduire les déficits publics. La plupart des partis prévoient des réductions budgétaires de l'ordre de 15 milliards € en moyenne d'ici à 2015.

Le PvdA souhaite augmenter les impôts des plus riches en imposant à 60% les revenus dépassant 150 000 € annuels et réduire de 30% la déductibilité fiscale des intérêts sur les prêts immobiliers à partir de 2014.

Les Libéraux du Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) veulent réduire les charges sociales comme les sommes consacrées par l'Etat à l'aide internationale et à l'Union européenne. Ils entendent limiter les coûts administratifs.

Tous les partis promettent de développer l'emploi. Le PvdA affirme qu'il créera 200 000 emplois, ce nombre s'élève à 300 000 pour la Gauche verte (GL) et à 320 000 pour le CDA, qui souhaite également réformer la loi sur le travail. Le VVD promet de créer deux fois plus d'emplois que le PvdA : 400 000 au total.

Enfin, côté retraites, syndicats et patronat sont parvenus le 27 mai dernier à un accord sur les grandes

lignes de la loi sur les pensions. La loi sur la vieillesse prévoit que l'âge de la retraite sera porté à 67 ans d'ici 2025 (66 ans en 2020 et 67 ans en 2025). Celui-ci est fixé à 65 ans. Cet âge devrait par la suite être lié à l'espérance de vie et revu tous les 5 ans. La majorité des partis politiques sont favorables au recul de l'âge de la retraite.

Selon les études réalisées par le Bureau central (CPB) sur les programmes électoraux, le Parti socialiste (SP), le Parti du travail et la Gauche verte (GL) – positionnés à gauche sur l'échiquier politique – préserveraient le plus le pouvoir d'achat des Néerlandais. « *Les efforts demandés par les partis dépassent de loin ceux qui ont été annoncés lors des dernières élections de 2006. La classe politique est apte à faire face à un grand défi. C'est une bonne nouvelle pour l'électorat qui a de quoi choisir* » a déclaré le directeur du CPB, Coen Teulings. « *Le Parti socialiste, qui est celui qui prévoit les plus faibles économies, arrive tout de même à une réduction de 10 milliards €. Le Parti populaire pour la liberté et la démocratie demande les coupes les plus importantes : les Libéraux annoncent 20 milliards d'économies et affichent le meilleur résultat concernant la solidité financière : dans les projets du parti, le déficit budgétaire se sera transformé en excédent en 2015* » a-t-il ajouté.

Le CDA souffre de la mauvaise image du Premier ministre sortant, Jan Peter Balkenende. Traditionnellement aux Pays-Bas, le parti du chef de gouvernement sortant bénéficie de sa position et remporte les élections, c'est ce que l'on appelle le « *bonus* » du Premier ministre sortant. Les observateurs politiques parlent du « *malus* » de Jan Peter Balkenende. « *Il est impossible que Jan Peter Balkenende rejoigne Mark Rutte (leader du VVD) et Job Cohen (leader du PvdA) dans les enquêtes d'opinion. L'image du Premier ministre est trop endommagée pour que celui-ci renverse la situation. Jan Peter Balkenende ne paraît pas solide, or c'est précisément ce que recherchent les gens dans les moments de crise économique* » souligne le spécialiste du marketing, Frank van den Wall Bake.

À la peine dans les sondages, le CDA doit affronter l'offensive de l'Union chrétienne (CU), membre de la coalition gouvernementale sortante. Son leader

André Rouvoet a déclaré que durant son mandat à la tête des Pays-Bas, Jan Peter Balkenende s'était davantage occupé des intérêts du CDA que de ceux du pays.

Mais Job Cohen n'a pas non plus la partie facile. Ainsi le 27 avril dernier, lors du 1er débat télévisé organisé dans la perspective des élections législatives du 9 juin prochain, le leader travailliste n'a pas vraiment convaincu. Il a notamment été pris en défaut de ne pas connaître le nombre de Néerlandais qui ont contracté un emprunt immobilier, la question de la déductibilité fiscale des intérêts sur les prêts immobiliers figurant pourtant au cœur de la campagne électorale. Ses adversaires sont nombreux à mettre en avant les lacunes de Job Cohen en matière économique et à pointer son manque de compétence en la matière.

Lors du 2^e débat qui s'est déroulé le 5 mai, le leader travailliste a de nouveau été montré du doigt, pour avoir déclaré avoir reçu un texto de l'un des organisateurs de l'émission, Paul Witteman, qui contenait la phrase suivante : « *Soyez vous-même* ». Enfin, il y a quelques jours, Job Cohen s'est montré confus concernant l'âge de la retraite, affirmant que son parti souhaitait relever l'âge de la retraite à partir de 2020 alors que le programme du PvdA prévoit l'application de cette mesure dès 2015, ce qui représente une économie de 1 milliard € supplémentaire. Cette confusion et ces lapsus expliquent en partie le recul du PvdA dans les dernières enquêtes d'opinion.

A quelques jours du scrutin, le VVD a le vent en poupe. Pour la 1^{ère} fois depuis plus de 9 ans, il est en tête des intentions de vote dans les enquêtes d'opinion. Selon les analystes, le VVD attire surtout des anciens électeurs du CDA et du PVV, notamment en raison de son programme économique qui inspire davantage confiance que celui de ces 2 autres partis. Selon la dernière enquête du Kieskompas (Boussole électorale), la moitié des électeurs du CDA s'apprêtent à voter en faveur des libéraux. Ce chiffre s'élève à 60% parmi ceux du PVV. « *Le Parti populaire pour la liberté et la démocratie, en tant que pont entre la gauche et la droite, peut obtenir 3 sièges aussi bien que 24* » a déclaré le politologue André Krouwel.

Mark Rutte a indiqué qu'il n'était pas favorable à une alliance avec le PvdA : « *les différences avec les sociaux-démocrates sont trop importantes* » a-t-il déclaré dans un entretien avec le Dagelijkse Standaard. Actuelle commissaire européenne chargée de la société numérique, Neelie Kroes n'exclut pas de devenir Premier ministre si son parti arrive en tête le 9 juin.

Le Parti de la liberté (PVV) de Geert Wilders connaît quelques problèmes, notamment pour recruter des candidats pour le scrutin législatif. « *Ce genre de parti attire surtout des chercheurs d'or, des types marginaux qui ne trouvent pas de place ailleurs* » indique André Krouwel, politologue à l'université Vrije d'Amsterdam. Le député Hero Brinkman, qui figure en 11^e position sur la liste nationale le 9 juin prochain, a critiqué Geert Wilders et affirmé que le PVV « *n'était pas démocratique* », demandant une plus grande ouverture. Il souhaite ainsi que les électeurs puissent devenir membres du parti – ce qui n'est pas le cas – et donc donner leur avis sur son programme et sur son action.

« *Geert Wilders a perdu du terrain et certains sont un peu fatigués du personnage, de sa logique et de la polarisation qu'il suscite* » a indiqué Dirk Oegema, professeur à l'université Vrije. De nombreux Néerlandais s'interrogent également sur la capacité de gouverner du PVV, notamment après les élections locales du 3 mars dernier. Alors que le PVV est arrivé en 2^e position à La Haye, et en 1^{ère} position à Almere, 6^e ville du pays, il a, par son intransigeance et par tactique politique, choisi de rester dans l'opposition dans ces 2 villes. « *Si nous ne concluons pas de compromis, nous deviendrions un 2^e Parti socialiste (parti néerlandais d'extrême gauche) qui se fait beaucoup entendre mais qui n'obtient jamais le moindre changement* » avait déclaré Geert Wilders qui soulignait le lendemain des élections locales que « *l'électeur a parlé et (que) l'on doit prendre la démocratie au sérieux* ».

« *Le leader populiste va essayer de rester en dehors du gouvernement et de bénéficier de la position de principal parti d'opposition* » affirme Dirk Oegema. Alfred Pijpers, de l'institut néerlandais de relations internationales Clingendael, estime que la percée de Geert Wilders aura pour conséquence de renforcer la cohésion entre les partis de gouvernement qui, en 2002, avaient gouverné avec le parti de Pim Fortuyn (leader popu-

liste assassiné en mai 2002, 9 jours avant les élections législatives du 15 mai 2002 où son parti, la Liste Pim Fortuyn était arrivé en 2^e position avec 26% des suffrages). « *Même si le PVV obtient de 25% à 30% des voix, il n'entrera pas au gouvernement* » affirme le politologue.

Le PVV a indiqué que le fait que le CDA fasse de la question de la déductibilité fiscale des intérêts sur les prêts immobiliers un « *point de rupture* » augmentait ses chances d'entrer au gouvernement. En effet, si le parti du Premier ministre arrive en tête du scrutin, il devrait faire appel à des partis qui partagent son opinion (le maintien de la déductibilité fiscale des intérêts sur les prêts immobiliers pour ne pas alourdir les charges pesant sur les propriétaires ou perturber le marché immobilier), c'est-à-dire le VVD et le PVV.

En recul dans les enquêtes d'opinion où il figure actuellement à la 4^e place, Geert Wilders s'est de nouveau exprimé sur l'un de ses thèmes de prédilection : l'immigration. Il a rendu publics des calculs selon lesquels les immigrés « *non Occidentaux* » coûteraient chaque année 7 milliards € à l'Etat à cause du chômage dont ils pâtissent et du taux de criminalité qui serait le leur, précisant « *Les Néerlandais vont devoir décider : sommes-nous un pays d'immigration ou un pays de services sociaux ?* ».

Le président des Démocrates 66 (D 66), Alexander Pechtold, a indiqué qu'il souhaitait, à l'issue du scrutin du 9 juin, voir les Pays-Bas gouvernés par une coalition qui rassemblerait, outre le D66, le PvdA, le VVD et la Gauche verte. « *En votant en faveur de Démocrates 66, les électeurs savent quel gouvernement ils auront. Un vote pour nous évitera à Mark Rutte de s'associer à Geert Wilders et à Job Cohen de faire appel au Parti socialiste* » a-t-il déclaré. Il a également affirmé que son parti ne rejoindrait pas « *une coalition qui laisserait le marché du logement en l'état* ».

Mark Rutte a été désigné comme le vainqueur du débat télévisé entre les têtes de liste qui a eu lieu le 23 mai. 34% des téléspectateurs l'ont désigné comme tel pour 23% qui ont cité Job Cohen et 18% Geert Wilders et Jan Peter Balkenende. Les leaders politiques étaient chacun appelés à désigner à la fois un adversaire et un thème pour débattre. Mark Rutte et Geert Wilders ont

choisi Job Cohen et Jan Peter Balkenende a choisi Mark Rutte. « *Les projets de Mark Rutte ne sont pas sociaux, il veut assainir les finances publiques froidement et de façon irresponsable et son refus de garantir la déductibilité fiscale des intérêts sur les prêts financiers ouvre la porte à un nouveau gouvernement violet (c'est-à-dire rassemblant le VVD et les partis de gauche)* » a déclaré le Premier ministre sortant.

Selon toutes les enquêtes d'opinion, la partie devrait se jouer entre le PvdA de Job Cohen et le VVD de Mark Rutte. Les deux partis sont en tête des intentions de vote (le parti de Mark Rutte étant en 1^{ère} position) tandis que le CDA du Premier ministre sortant Jan Peter Balkenende semble distancé.

Selon l'enquête d'opinion réalisée par l'institut Peil et publiée le 26 mai dernier, le VVD remporterait 36 des 150 sièges de la Chambre des États généraux, le PvdA

29 sièges, le CDA 25, le PVV 17, le Parti socialiste et la Gauche verte, 11 chacun, le D66 9 et l'Union chrétienne, 8.

Une coalition rassemblant le VVD, le PvdA et D66 (et éventuellement la Gauche verte) est la perspective la plus fréquemment évoquée par les analystes politiques. Cependant, il existe beaucoup de différences entre les Libéraux et les Travaillistes, notamment en ce qui concerne l'énergie, le système de santé, le droit du travail, la fiscalité et la déductibilité fiscale des intérêts sur les prêts immobiliers (que le PvdA souhaite réduire de 30% contrairement aux Libéraux). Le VVD pourrait également s'allier avec le CDA du Premier ministre sortant Jan Peter Balkenende et le PVV de Geert Wilders. À l'issue des élections législatives, les négociations risquent d'être longues. La prochaine coalition gouvernementale néerlandaise pourrait s'avérer difficile à former.

RÉSULTATS

Libéraux et Travaillistes sont au coude-à-coude aux élections législatives néerlandaises où le parti populiste de Geert Wilders arrive en 3^e position

Le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD), dirigé par Mark Rutte, et le Parti du travail (PvdA) de Job Cohen sont au coude-à-coude après les élections législatives du 9 juin aux Pays-Bas. Le parti libéral augmente son nombre de députés à la Chambre des États généraux, (Tweede Kamer), Chambre basse du Parlement de 9 par rapport aux dernières élections législatives du 22 novembre 2006 en recueillant 31 sièges tandis que les Travaillistes, qui résistent mieux que prévu, reculent de 2 sièges et obtiennent 30 députés.

Le Parti de la liberté (PVV), formation d'extrême droite dirigée par Geert Wilders, remporte 24 sièges (+ 16). L'Appel chrétien-démocrate (CDA) du Premier ministre sortant, Jan Peter Balkenende, usé par ses huit années au pouvoir, est le grand perdant du scrutin. Avec 21 députés, il divise son nombre de sièges par deux. « *C'est dramatique. Le message est très clair, les électeurs ont toujours raison et ils nous ont infligé une sévère défaite* » a déclaré le ministre sortant des Affaires étrangères, Maxime Verhagen (CDA). Le Premier ministre sortant a annoncé son retrait de la vie politique.

« *Les électeurs ont parlé, le résultat est clair. Dans une élection, il y a des vainqueurs et des perdants,*

c'est ainsi que fonctionne la démocratie. J'ai fait savoir ce soir que je renonçais immédiatement à diriger mon parti. Je ne serai pas membre de la nouvelle Chambre basse du Parlement. Les résultats de ces élections sont très décevants, c'est une claque » a-t-il déclaré.

Le Parti socialiste (SP), formation d'extrême gauche, arrive en 5^e position et obtient 15 sièges (- 10) ; la Gauche verte (GL) 10 sièges (+ 3) ; les Démocrates 66, libéraux réformateurs de centre gauche, 10 sièges (+ 7) ; l'Union chrétienne (CU), 5 sièges (- 1) ; le Parti politique réformé (SGP), 2 sièges (=) et le Parti des animaux (PvdD), 2 députés (=).

La participation est en recul par rapport aux élections

législatives du 22 novembre 2006. Elle s'est élevée à 74,5%, soit -3,9 points.

« Cela va être des élections tout à fait historiques : nous allons probablement avoir pour la première fois depuis 1913 un Premier ministre libéral » déclarait la veille du scrutin le politologue de l'université Vrije d'Amsterdam, André Krouwel. Ce dernier avait vu juste et les Libéraux sont bien partis pour diriger le pays près d'un siècle après la coalition gouvernementale conduite par Pieter Cort van der Linden (1913-1918). « *Quelle soirée ! Quelle excitation ! Il semble que pour la première fois de son histoire, le Parti populaire pour la liberté et la démocratie est le plus grand parti des Pays-Bas !* » s'est réjoui Mark Rutte.

Le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) s'est fixé pour objectif de ramener le déficit public (qui atteignait 5,3% du PIB en 2009) à zéro en réduisant de 10% (soit 20 milliards €) les dépenses annuelles de l'État dès 2015. Opposé à toute hausse d'impôts, son leader, Mark Rutte, préconise la limitation des coûts administratifs ainsi que des coupes dans les dépenses sociales. Il s'est également engagé à négocier rapidement un accord de gouvernement afin de présenter un budget solide en septembre prochain (celui-ci doit être voté le 21 septembre). Les Libéraux préconisent la mise en place d'un plan d'austérité qui prévoit la suppression des indemnités chômage au bout d'un an (au lieu de 3 actuellement), le recul de 2 ans de l'âge de la retraite (fixé à 65 ans actuellement) – une mesure sur laquelle la grande majorité des partis politiques sont d'accord –, une réduction de moitié du budget de la coopération et enfin une réduction de la contribution des Pays-Bas à l'Union européenne. Dans le domaine fiscal, les Libéraux envisagent la suppression, à terme, des droits de succession et le maintien d'importantes déductions fiscales pour les personnes qui acquièrent un logement. Enfin, en matière d'immigration, le programme du VVD prévoit de rendre obligatoire l'apprentissage de la langue néerlandaise et de supprimer durant 10 ans toute aide publique pour les étrangers qui obtiendraient le droit de s'installer dans le royaume.

« *Grandiose !* » s'est réjoui le leader du Parti de la liberté (PVV), Geert Wilders, à l'annonce des résultats. « *Plus de sécurité, moins de criminalité, moins d'im-*

migration, moins d'islam, voilà ce que les Pays-Bas ont choisi » a-t-il ajouté. Si le PVV fait mieux que doubler son nombre de députés, il n'arrive qu'en 3e position et son résultat est au-dessous de la cote de popularité qui était la sienne il y a encore quelques mois. Le PVV a sans doute pâti de son attitude après les élections locales du 3 mars dernier (lorsqu'il a choisi de rester dans l'opposition au conseil municipal de la ville d'Almere où il était arrivé en tête du scrutin) faisant douter de sa capacité à gouverner et, surtout, du fait que les questions socioéconomiques (finances publiques, crise grecque, incertitudes sur l'euro et retraites, un sujet-clé dans un pays où une grande partie de la population a placé son argent dans des fonds de pension) ont détrôné l'immigration et le rapport à l'islam en tête des préoccupations des Néerlandais. Ces évolutions ont en revanche bénéficié au VVD, jugé plus crédible dans le domaine économique, notamment en ce qui concerne la création d'emplois.

« *Geert Wilders pourrait bien capter plus de 10% de l'électorat et ce n'est pas rien. Mais trois raisons expliquent qu'il n'ira pas au-delà : il n'est pas convaincant sur le plan économique, son parti n'a nulle part assumé ses responsabilités après son récent succès aux élections municipales, son électorat modéré l'a fui lorsque s'est imposée la question de l'intérêt réel du pays* » analyse le sociologue Paul Scheffer. « *Nous voulons gouverner et nous devons être prêts à faire des concessions* » a déclaré Geert Wilders précisant sa préférence pour un accord avec le VVD et le CDA du Premier ministre sortant, Jan Peter Balkenende.

Le mode de scrutin – proportionnelle intégrale – fait qu'aucun parti ne peut jamais gouverner seul aux Pays-Bas. Le VVD devrait donc être amené à négocier avec les autres partis pour former une coalition gouvernementale. « *Il sera très difficile de former un gouvernement avec 3 ou 4 partis, qu'il faudra trouver à droite comme à gauche. Ce serait très surprenant si nous pouvions avoir un gouvernement avant 2 mois* » déclarait le sondeur Maurice de Hond avant le scrutin. « *Si le Parti du travail et le Parti populaire pour la liberté et la démocratie sont très proches, il ne sera pas facile de savoir qui doit former le gouvernement. L'image du parti qui lancera les négociations pourrait*

Élections législatives aux Pays-Bas 9 juin 2010

être sérieusement affectée si ces dernières ne débouchent pas sur une coalition gouvernementale » a indiqué le professeur de science politique de l'université de Twente, Kees Arts.

Interrogé sur ses préférences, Mark Rutte a déclaré le 7 juin lors du dernier débat télévisé de la campagne électorale « *n'exclure aucun parti* ». Deux possibilités s'ouvrent à lui : un gouvernement de droite ou, en dépit de leurs nombreuses différences, une grande coalition avec le PvdA, qui pourraient toutefois choisir de rester dans l'opposition. « *Je ne pense pas que nous*

allons travailler avec Geert Wilders. Cela a toujours été ma position et je n'ai pas changé » a indiqué le leader du PvdA, Job Cohen.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, trois mois en moyenne ont été nécessaires aux hommes politiques néerlandais pour former le gouvernement après le scrutin. En 1977, il a même fallu 208 jours, soit 7 mois, aux partis en présence. Mark Rutte a indiqué qu'il souhaitait que la nouvelle coalition gouvernementale soit formée d'ici le 1^{er} juillet prochain.

Résultats des élections législatives du 9 juin 2010 aux Pays-Bas

Participation : 74,5%

Partis politiques	Pourcentage des suffrages obtenus	Nombre de sièges
Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD)	20,4	31
Parti du travail (PvdA)	19,6	30
Parti de la liberté (PVV)	15,5	24
Appel chrétien-démocrate (CDA)	13,7	21
Parti socialiste (SP)	9,9	15
Démocrates 66 (D66)	6,9	10
Gauche verte (GL)	6,6	10
Union chrétienne (CU)	3,3	5
Parti politique réformé (SGP)	1,7	2
Parti des animaux (PvdD)	1,3	2
Autres	1,1	0

Source : <http://www.nlverkiezingen.com/TK2010.html>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.